

COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE À L'ÉTRANGER

Le département de Ould-Abbès
privilégie le dialogue

«Un conseil consultatif de la communauté algérienne établie à l'étranger verra le jour dans quelques semaines», a annoncé, hier à Alger, Ould-Abbès, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Ce conseil, selon lui, sera le «réceptacle» de leurs problèmes vécus dans leur pays de résidence. «Nous voudrions que le dialogue soit permanent afin d'établir la confiance entre notre communauté à l'étranger et la mère patrie», a-t-il dit.

Dans le même sens, le ministre a évoqué le problème du transport et du transfert des dépouilles des ressortissants algériens à l'étranger vers l'Algérie. «Un partenariat entre la CAAR et une

société d'assurance française va désormais régler ce problème grâce à une cotisation annuelle de 25 euros des Algériens établis en France».

Quant à la première Université d'été de la communauté nationale à l'étranger, Ould-Abbès a indiqué qu'elle est destinée aux jeunes Algériens résidant à l'étranger.

Avec 490 inscrits dont 250 de France, 20 d'Espagne, 20 d'Italie, 20 du Maroc, 50 de Tunisie, 15 d'Egypte, 5 du Canada, 2 des Etats-Unis

et 15 des pays arabes, celle-ci se tiendra du 22 au 27 du mois en cours à Alger.

L'objectif de cette manifestation, selon le ministre, «est de traduire l'engagement de l'Etat vis-à-vis de la communauté algérienne à l'étranger et d'approfondir le dialogue ouvert et permanent».

A cet effet, le ministre a déclaré que son département a établi un listing des écrivains et écrivaines algériens et journalistes établis à l'étranger.

«Nous avons programmé de les inviter avant la fin de l'année pour échanger et débattre de leur rôle à l'étranger», a-t-il ajouté.

R. N.

Succursales des banques
algériennes à l'étranger

Le ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Communauté algérienne à l'étranger a annoncé, hier, que les banques algériennes pourront prochainement ouvrir des succursales à l'étranger. Pour ce faire, un groupe de travail interministériel entre son département et celui des Finances avec les banques algériennes est en cours afin de remettre ses conclusions.

R. N.



Djamel Ould-Abbès.

Photo : Samir Sid

ÉGALITÉ HOMME-FEMME

Un long chemin reste à parcourir

Ouvrir davantage l'espace de liberté, promouvoir l'égalité dans les rapports entre les hommes et les femmes et faire évoluer le rôle et la place de la femme dans la société, tels ont été les principaux axes de réflexion débattus au colloque international qui se tient depuis hier à Alger.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Sous le thème «Les femmes africaines à l'épreuve du développement», ce colloque

est organisé dans le cadre du 2^e Festival culturel panafricain. Selon les participantes, malgré plusieurs acquis, et un progrès réel,

la femme africaine poursuit son combat pour exister aux côtés de l'homme. «Beaucoup reste à faire», selon la ministre de la Culture Khalida Toumi. La ministre, qui a présidé l'ouverture du colloque, estime que de fortes inégalités existent partout. «La question des discriminations sociales et politiques des femmes ne peut être occul-

tée», dira la ministre.

Cette dernière estime que la volonté politique algérienne de remédier à la sous-représentation des femmes en politique, notamment dans les institutions élues, est le meilleur exemple illustrant une société en train de changer.

De son côté, Souad Bendjaballah, ministre

déléguée chargée de la Recherche scientifique, estime que d'ici cinq ans, l'encadrement des wilayas et des APC sera assuré par des femmes.

«Ces dernières sont plus nombreuses à accéder aux universités», a-t-elle précisé. De ce fait, «la femme a fait une irruption remarquable dans plusieurs secteurs qui lui

étaient fermés», a indiqué Mme Bendjaballah.

Promouvoir un développement social harmonieux à parts égales avec les hommes est désormais le défi des femmes qui, jusqu'à présent, semble sans succès.

Dans certains pays, des femmes se battent encore pour survivre.

S. A.

Le président de la coopérative Edhiafa répond

Suite à la publication dans votre édition du 15 juillet 2009 d'un article sous le titre «Immobilier quand la confiance entraîne l'arnaque», nous avons l'honneur de vous demander de publier la mise au point suivante :

Il n'y a eu ni spéculation, ni vente sur plan (réservée uniquement aux promoteurs) mais uniquement des adhésions conformes à la loi. Si certains désistements ont été effectués au profit de tierces personnes, ils l'ont été par des coopérateurs mais tolérés et acceptés par tout le monde. Toutes les décisions prises par le conseil de gestion ont reçu l'approbation signée par la très large majorité des adhérents solvables et crédibles.

Au jour d'aujourd'hui, les logements attribués entre 2005 et 2007 en clos et couverts après leur finition par leurs propriétaires sont très loin de valoir 20 millions de dinars (autre mensonge), comme l'affirment les diaboliques menteurs qui se sont présentés à votre journal.

Il n'y a jamais eu d'escroc dans notre coopérative, et à notre connaissance et à celle des autorités, personne n'est porté disparu à moins que cette bande de «malfaiteurs» qui s'est présentée à vous n'ait programmé mon enlèvement et ma disparition (message de menaces de mort existant toujours sur mon portable).

Pour en revenir aux 96 souscripteurs qui sont portés sur la liste notariée de 2001, ils se répartissent comme suit contrairement toujours au mensonge qui vous a été rapporté.

- 31 ont payé entièrement leurs logements et en ont reçu les clés.

- 38 d'entre eux se sont désistés de leur propre gré en récupérant leurs contributions financières (ils ont été remplacés évidemment).

- 27 d'entre eux ont été exclus pour défaut et retard de paiement de 3 à 15 années (les sommes versées étant évidemment dérisoires : entre 20 et 80 millions).

Leurs exclusions ont été signées par la très large majorité des coopérateurs.

Je tiens à affirmer qu'aucun faux n'existe dans nos documents. Ils sont tous authentiques et nous sommes prêts à les remettre à tout autorité habilitée afin de les expertiser et les authentifier.

Les personnes qui se sont présentées à vous croyaient pouvoir s'approprier des logements gratuits ou à très bas prix sur le dos des adhérents solvables et honnêtes et qui ont payé intégralement leurs logements et en ont reçu les clés.

Les mauvais payeurs croyaient et croient encore obtenir des logements ou de très grosses sommes d'argent en essayant d'instrumentaliser et de manipuler les structures de l'Etat et les moyens d'information.

C'est du chantage pur et simple. Sinon comment expliquer qu'ils n'aient payé qu'entre 10, 20 ou 80 millions après plus de 10 années d'adhésion et que les

bâtiments construits soient montés haut dans le ciel sans qu'ils aient mis la main à leur portefeuille. Et en contradiction, beaucoup d'entre eux se prélassent dans des voitures neuves valant entre 120 et 180 millions de centimes.

Comment expliquer aussi le fait qu'ils parlent toujours d'hypothéquer le terrain pour avoir des crédits bancaires alors que la banque a exigé l'hypothèque de toute notre assiette de terrain, refusée par les adhérents de notre coopérative ayant payé leurs logements au comptant.

Ils sont en cessation de paiement depuis des années, ils ont été exclus légalement et invités à reprendre leurs chèques de banque certifiés à leur nom et déposés auprès de notre avocat depuis plus d'une année (en 24 heures, ils peuvent les récupérer).

Ce groupe d'exclus, manipulés aussi par un psychologue ou plutôt «psychopathe» qui cherche à avoir un second logement au nom de sa femme, avait

prévu de squatter les logements qu'ils n'ont pas payés et ceci par la force et le nombre.

Ce sont des bras cassés, des jaloux, des incapables, des profiteurs du travail d'autrui.

Nous les défions de réaliser des œuvres telles que la nôtre : «Retrouvez vos manches et travaillez, construisez des choses utiles à la société et arrêtez de pleurnicher sur ce qui appartient aux autres et d'essayer de l'accaparer : vous ne l'aurez jamais.»

Nous ne nous sommes pas laissés faire et n'abdiquerons pas devant leurs pressions et chantages et leurs tentatives pour discréditer une œuvre magnifique et combien utile au pays qu'est la construction de plus de 300 logements avec des moyens privés dérisoires, des milliers de démarches, un travail laborieux, une débauche d'énergie et des sacrifices moraux et physiques inestimables : un exemple offert à l'Algérie.

Le président de la coopérative Edhiafa, Béni Messous